

Our ask for cooperation within the Confederation on fair and evidence-based climate policy

Appreciation: We respect the enduring work of all politicians during this time of converging crises. We are here to help.

Listen to the experts: In March 2023, the Intergovernmental Panel on Climate Change (the IPCC) released its final assessment report in its sixth cycle (AR6) – [the Synthesis report](#). The report is a how-to guide on defusing the climate time bomb. Governments must enact evidence-based and socially-just policies at unprecedented levels. Given the division of powers in Canada's confederation, we will urgently need national cooperation at unprecedented levels too.

The Facts: We can build no new fossil fuel infrastructure and the lion's share of financing of fossil fuel infrastructure is coming from the private sector putting not only our climate system at risk but also the Canadian financial system.

Since 2010, Citizens' Climate Lobby Canada has lobbied for a revenue-neutral, economy-wide rising carbon price that includes a carbon border adjustment mechanism (**CBAM**). The carbon price must be applied upstream with minimal, principled exceptions, and with dividends equitably returned to households. Given the urgency of the crisis and the evidence at hand we are demanding that our parliamentarians:

1. Follow the European Union's lead in implementing a **CBAM** by 2026. To prepare for CBAM, Canada's carbon pricing policies must be harmonized in terms of the price of carbon pollution, coverage (GHG emissions and sources of emissions) and transparency.
2. Study the **appropriate rate of increasing the carbon price** beyond 2030 to provide certainty so that households, business and industry can plan accordingly.
3. Request that the **Parliamentary Budget Officer** in future reports on the impact of the federal carbon pricing on households take into account the social cost of carbon, and the economic benefits of carbon pricing as well as Canada's entire suite of climate policies on households compared to doing nothing.
4. **Educate impacted Canadians** about the rebates they receive under the GGPPA's Fuel Charge in provinces where it applies. Most households that receive the rebates are unaware that they realize financial gains from carbon pricing.
5. (a) Move **methane-gas-powered electricity** from the Output-Based Pricing System into the Fuel Charge section of the Greenhouse Gas Pollution Pricing Act (GGPPA).
(b) Enact the new [Clean Electricity Regulations](#) by December 2023 and ensure that they effectively disincentivize the construction and operation of unabated methane-fired electricity plants.
6. Our volunteers in Quebec request that Members of the National Assembly strengthen the Carbon Market in line with our 2030 obligations. In addition to reducing the number of emission permits, the number of covered emissions and floor price must rise.
7. Additionally we strongly recommend a **cap on emissions**. In fact, [seven out ten](#) Canadians support a cap on emissions. A cap is necessary to maintain geographical and sectoral balance in Canada's economy as we transition to net-zero.
8. Lastly, we are calling on our parliamentarians to explore [Senator Rosa Galvez's Bill S-243](#), An Act to enact the Climate-Aligned Finance Act (CAFA) and to make related amendments to other Acts. At this time we are asking our parliamentarians to review it, consider supporting it or possibly championing parts or all of it.

Notre demande de coopération au sein de la Confédération pour une politique climatique équitable et fondée sur des données probantes

Appréciation : Nous respectons le travail de longue haleine de tous les responsables politiques en cette période de crises convergentes. Nous sommes là pour les appuyer.

Écoutez les experts : En mars 2023, le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) a publié son dernier rapport d'évaluation du sixième cycle (AR6) - le rapport de synthèse. Ce rapport est un guide pratique pour désamorcer la bombe à retardement climatique. Les gouvernements doivent adopter des politiques socialement équitables et fondées sur des données probantes, et ce, à des niveaux sans précédent. Compte tenu de la répartition des pouvoirs au sein de la confédération canadienne, nous aurons besoin de toute urgence d'une coopération nationale, elle aussi sans précédent.

Les faits : Nous ne pouvons pas construire de nouvelles infrastructures pour les combustibles fossiles et la part du lion du financement de ces infrastructures provient du secteur privé, ce qui met en péril non seulement notre système climatique, mais aussi le système financier canadien.

Depuis 2010, Citizens' Climate Lobby Canada milite en faveur d'un prix du carbone croissant, sans incidence sur les revenus, applicable à l'ensemble de l'économie et comprenant un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (**MACF**). Le prix du carbone doit être appliqué en amont, avec un minimum d'exceptions, celles-ci doivent être fondées sur des principes, et les dividendes doivent être équitablement reversés aux ménages. Compte tenu de l'urgence de la crise et des preuves dont nous disposons, nous exigeons de nos parlementaires qu'ils:

1. Suivent l'exemple de l'Union européenne en mettant en œuvre un **MACF** d'ici 2026. Afin de se préparer au MACF, les politiques canadiennes de tarification du carbone doivent être harmonisées en termes de prix de la pollution par le carbone, de couverture (émissions de GES et sources d'émissions) et de transparence.
2. Étudient le **taux approprié d'augmentation du prix du carbone** au-delà de 2030 afin de fournir une certitude permettant aux ménages, aux entreprises et à l'industrie de planifier en conséquence.
3. Demandent au **directeur parlementaire du budget** que, dans ses futurs rapports sur l'impact de la tarification fédérale du carbone sur les ménages, il tienne compte du coût social du carbone et des avantages économiques de la tarification du carbone ainsi que de l'ensemble des politiques climatiques du Canada pour les ménages, par rapport à l'inaction.
4. **Informent les Canadiens touchés** par les remises qu'ils reçoivent en vertu de la redevance sur les combustibles de la Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre (LTPGES) dans les provinces où elle s'applique. La plupart des ménages qui bénéficient de ces remises ne savent pas qu'ils réalisent des gains financiers grâce à la tarification du carbone.
5. (a) **Déplacent l'électricité produite à partir de méthane** du Système de tarification fondé sur le rendement vers la section sur les frais de carburant du LTPGES.
(b) Promulguent le nouveau Règlement sur l'électricité propre d'ici décembre 2023 et veillent à ce qu'il décourage efficacement la construction et l'exploitation de centrales électriques alimentées au méthane qui n'ont pas été arrêtées.
6. Nos bénévoles au Québec demandent aux députés de l'Assemblée nationale de renforcer le marché du carbone conformément à nos obligations pour 2030. En plus de réduire le nombre de permis d'émission, le nombre d'émissions couvertes et le prix plancher doivent augmenter.
7. En outre, nous recommandons vivement un **plafonnement des émissions**. En fait, sept Canadiens sur dix sont favorables à un plafonnement des émissions. Un plafond est nécessaire pour maintenir l'équilibre géographique et sectoriel de l'économie canadienne pendant la transition vers l'objectif zéro.
8. Enfin, nous demandons à nos parlementaires d'étudier le projet de loi S-243 de la sénatrice Rosa Galvez, Loi édictant la Loi sur la finance alignée sur le climat et apportant des modifications connexes à d'autres lois. Pour l'heure, nous demandons à nos parlementaires de l'examiner, d'envisager de le soutenir pour éventuellement le défendre en partie ou en totalité.